

Prise de parole de la secrétaire générale de l'UD CGT 58 - Danielle CLAMOTE - Manifestation le 17 février 2018 - Cosne sur Loire



Nous sommes nombreux aujourd'hui aux côtés des salariés de Vallourec, de la clinique, de l'hôpital que nous assurons de toute notre solidarité, Nombreux pour faire entendre :

l'exigence de maintenir et développer des emplois industriels et le droit de pouvoir donner la vie et accéder aux soins sur le bassin de Cosne et environs, avec notamment une maternité, un service

d'urgences 24h / 24, de chirurgie etc....

faire aussi entendre notre colère devant tant de mépris, d'inhumanité, de brutalité vis-à-vis des salariés de Vallourec et particulièrement de la maternité, avec le dernier épisode de Kapa de virer le personnel, pensant ainsi mettre fin à la maternité et mettre en place un centre de périnatalité comme le voudrait la députée ! C'est peu de considération pour la jeunesse !

C'est inacceptable ! Scandaleux ! C'est une honte !

Les dirigeants de Kapa comme ceux de Vallourec, arrosés de fonds publics doivent rendre des comptes !

Leurs comportements illustrent bien qu'ils n'en ont rien à faire des salariés, des territoires et de leurs habitants. Seule les intéresse la possibilité de s'accaparer, pour eux et les actionnaires, le maximum de fric sur le dos des salariés et de la collectivité, et ainsi fermer quand ils estiment que ce n'est plus assez profitable à leurs yeux.



Il faut arrêter de jouer les pleureuses et pleureurs à chaque menace de plans de licenciements, fermetures de services utiles à la population...quand ils découlent des choix politiques que ces mêmes personnes votent et approuvent par ailleurs. Ce qui est décidé

nationalement, régionalement, à vocation à s'appliquer dans les territoires.

Ce qui se passe l'illustration de l'échec consisté et consistent brutalité et mépris, à publics, mettre les concurrence, démanteler faciliter les licenciements Macron votées par les Komrhi, réduire la biais des exonérations de



réduction d'impôts, crédit d'impôts comme le CICE qui privent d'autant de recettes le budget de l'Etat et de la sécurité sociale, pour soit disant permettre aux actionnaires d'investir et de créer des emplois.

On voit le résultat et particulièrement dans notre département. La courbe des dividendes versés aux actionnaires grimpent, les plus riches sont de plus en plus riches, mais les salariés de plus en plus pauvres, exclus du travail et dans la précarité, quand les territoires ruraux se meurent. Pour notre département, ce sont plus de 5000 emplois industriels perdus en 10 ans, fermeture de services publics de proximité et des emplois comme à la poste, aux finances publiques, dans l'enseignement., privatisation de la santé, désert

aujourd'hui à Cosne est des choix politiques qui ont encore aujourd'hui, avec plus de arroser les groupes de fonds salariés et les territoires en et privatiser les services publics, avec en dernier les ordonnances députées nivernais après la loi El rémunération du travail par le cotisations sociales et de

médical le plus important, augmentation de la pauvreté, du nombre de privés d'emplois, 1200 nivernais quittent le département chaque année dont les jeunes, vieillissement de la population qui elle aussi est maltraitée comme l'ont témoigné les personnels des EHPAD et des services de soins à domicile, en lutte avec leurs organisations syndicales le 30 janvier.

Résultat, ce sont moins de recettes pour les services publics et notre protection sociale dont l'assurance maladie. Voilà pourquoi le gouvernement veut encore imposer, en application de la loi de finance de la sécurité sociale votée par les députés nivernais, des réductions des dépenses de santé, avec suppressions d'emplois et la fermeture des services de proximité comme pour notre département le centre 15, les urgences de nuit de Cosne, Clamecy, Decize, des lits de médecine et de soins de longue durée, jugés trop coûteux, non rentables pour ceux qui mettent sur le même pied d'égalité la réponse aux besoins de santé et la production de marchandises. Vient s'ajouter la suspension par l'ars de la maternité que Kapa s'empresse de fermer non sans complicité ! Voilà ce qui arrive quand on confie à des financiers peu scrupuleux, qui ont comme principale motivation, comme ils l'écrivent eux-mêmes « d'apporter de la liquidité aux actionnaires ».



Les camarades d'EDF, métalos, santé, orga sociaux, filpac lors d'une interview par la presse.



Rappelons que Kapa qui a acheté la clinique, avec la complicité des élus de l'époque, 500 000 euros, a perçu dans le même temps 500 000 euros par l'ARS pour effectuer des travaux de mises aux normes électriques dans la partie louée par l'hôpital. Rappelons aussi que l'hôpital, donc la sécu, en plus des 200 000 euros de loyer prévus pendant 20 ans paye 300 000 euros pendant 15 ans au titre de remboursements de travaux que Kapa n'a jamais terminés. Ce sont plus de 3 millions d'euros qu'a déjà perçu Kapa, l'argent de notre sécurité sociale, soit six fois le prix d'acquisition des locaux. Dans le même temps, les investissements indispensables côté clinique ne sont pas au rendez-vous, il est fait état de dysfonctionnement, mettant en danger l'avenir du service de chirurgie. Pendant que le privé lucratif empoche, l'hôpital public est soumis à une cure d'austérité, plan de retour à l'équilibre avec réduction de moyens dégradant les conditions de travail des personnels qui n'en peuvent plus. La population est en danger !

Nous nous réjouissons qu'aujourd'hui, que de plus en plus de voix nous rejoignent pour dire que la maternité doit revenir dans l'hôpital public avec les salariées, dans les conditions à déterminer avec elles. Elles ne doivent pas être licenciées ! Il nous faut ensemble par des actions coordonnées et en toute transparence, obtenir le maintien d'une maternité sur Cosne dans le service public.

Pour la CGT, l'exigence d'un pôle public de santé avec les services indispensables à la réponse aux besoins de la population, dont le maintien des urgences de nuit de l'hôpital, est plus que jamais d'actualité. Les moyens existent pour cela !



Une salariée licenciée de la maternité s'exprime



Ludovic de Vallourec répond à la presse

Du côté industriel, Vallourec, qui rappelons le en 2016 au moment où le groupe délocalisait ses activités en Chine et au Brésil, le ministre de l'industrie du gouvernement Hollande, un certain Emmanuel Macron, autorisait l'intervention de l'Etat à hauteur de 250 millions d'euros via la banque publique d'investissement. Ce sont ainsi en tout 750 millions que l'Etat aura injecté dans le groupe ces dernières années, faisant de lui le 1^{er} actionnaire du groupe. D'un côté 1000 suppressions d'emplois, dont celles de l'an passé sur Cosne... de l'autre les actionnaires eux ont empoché 2,2 milliards d'euros. Voilà

à quoi a servi l'argent public auquel il faut ajouter les 17 millions de CICE et les millions d'exonérations de cotisations sociales.

Aujourd'hui que le groupe a décidé de céder ses activités de produits de forage à un groupe américain NOV qui ne reprend pas en France les sites de Tarbes ni de Cosne, l'Etat, premier actionnaire du groupe doit, au plus haut niveau de l'Etat, prendre ses responsabilités, agir pour qu'une solution industrielle sérieuse et pérenne soit trouvée. C'est comme cela qu'il n'y aura aucun laissé pour compte.

Pour la CGT, la mission confiée au cabinet Athéma de trouver un repreneur doit voir sa durée allongée et son champ d'intervention élargi. Le 27 ne peut pas être une date butoir sans lendemain. Nous proposons aussi que cette mission inclue pour ses recherches l'usine Vallourec de la Charité sur Loire, dont la fermeture est envisagée entre mi 2018 et début 2019 et les 19 emplois menacés s'ajoutant aux 120 de Cosne, Soit un total, avec les emplois induits dans la sous traitance, le commerce etc....de plus de 400 emplois qui se trouvent menacés sur ce territoire.

Les licenciements d'aujourd'hui ne font jamais les emplois de demain, ça se verrait !

Alors oui, il ne faut ensemble rien lâcher. Des propositions, des pistes sont à explorer.

S'agissant de l'énergie, au vue des annonces gouvernementales consécutives à la COP 21, il y a urgence à stabiliser les capacités de production et les emplois sur le territoire national, en imaginant toutes les pistes possibles de diversification au-delà du seul marché pétrolier. Les énergies renouvelables, la grosse mécanique, le BTP entre autres sont autant de marchés à explorer pour le tube sans soudure, spécialité du groupe. Le savoir faire et la haute qualification des salariés sont des atouts à faire valoir. Il y a besoin dans toutes les entreprises de leur donner plus de moyens d'intervention.

Ce sont ces propositions que nous irons porter le 8 mars, jour où la CGT, ses délégués avec ses fédérations de l'énergie, de la chimie, de la métallurgie avec les unions départementales des hautes Pyrénées et de la Nièvre seront reçues à Bercy suite à notre demande.



Le succès de cette manifestation pour l'emploi, l'emploi industriel, pour le droit de donner la vie et d'avoir accès aux soins sur Cosne et dans la Nièvre doit être entendu et pris en compte par tous les acteurs. Des réponses positives doivent être apportées.

Ensemble, sur des valeurs de solidarité, de vivre ensemble, de partage des richesses, nous pouvons gagner !

Des luttes se développent dans le département dans des entreprises comme Selni Nevers, Sur Clamecy le collectif d'usagers de défense de l'hôpital appelle à une nouvelle manifestation vendredi 23 février à 9h pour exiger le maintien des urgences de nuit ;

Une manifestation le 1^{er} mars, jour de la venue de la ministre de la Santé dans la Nièvre, est prévue à 14h devant la maison de la culture à Nevers.

Autant de rendez-vous à ne pas manquer pour toujours plus nombreux, porter nos exigences et gagner.

Merci de votre attention.